



Rassemblement le 3 octobre à partir de 16H devant la DSDEN

Depuis la rentrée scolaire, les personnels de l'Education Nationale du département ont été amenés à se mobiliser, souvent par la grève, avec nos organisations syndicales face aux mesures d'austérité du gouvernement :

- Rassemblement intersyndical pour le réemploi des 500 contractuels du second degré mis au chômage alors que de nombreux remplacements ne sont pas assurés dans les collèges et lycées, alors qu'il manque des enseignants dans de nombreuses disciplines
- Grève d'une semaine de la maternelle Joliot Curie, à Champigny-sur-Marne, pour gagner les 6 AESH indispensables au respect des notifications de la MDPH
- Grève dans les écoles et établissements d'Ivry pour que les moyens REP soient attribués à l'ensemble des établissements scolaires de la ville
- Grève dans une bonne dizaine d'écoles contre les fermetures de classes annoncées une semaine après la rentrée
- Grève dans des écoles de Fresnes, Vitry et d'Orly face au manque d'AESH

Nos organisations syndicales ont appelé à amplifier les mobilisations en cours et à organiser la grève à partir du 10 septembre. Dans le Val-de-Marne, la grève et la manifestation du 18 pour l'abandon du projet de budget d'austérité Macron-Bayrou-Lecornu, à l'appel de toutes les confédérations et organisations syndicales, ont été massivement suivies.

Si ces grèves ont permis d'obtenir des avancées (AESH nommés à Joliot Curie Champigny et à Jean Moulin Vitry, annulation de 4 fermetures et gel de 5 autres sur les 16 fermetures de classes annoncées par le DASEN), pour autant la situation des personnels et des écoles du département reste désastreuse.

Depuis la rentrée, les brigades de remplacement REP+ et les remplaçants Formation Continue sont "positionnés" sur des classes, faute d'enseignants. Cette situation, annoncée comme temporaire jusqu'au 12 septembre, est aujourd'hui reconduite jusqu'aux vacances de la Toussaint, au mépris de leurs missions et du droit à la formation continue. Elle contrevient également aux garanties statutaires des enseignants qui exercent en réseau d'éducation prioritaire renforcé, dont les heures de concertation/formation réglementaires sont rendues impossibles à mettre en œuvre. Enfin, cette réquisition des brigades de remplacement REP+ et FC présage des remplacements non assurés en masse, ce que nous ne pouvons accepter.

A cela s'ajoute la découverte du non-paiement de l'indemnité de sujétion spéciale de l'ensemble des directions d'écoles (ce qui entraîne une baisse de rémunération de 10% à 15% sur les mois de septembre et octobre).

Et les dernières déclarations du 1^{er} ministre Lecornu confirme sa volonté de maintenir et poursuivre l'austérité.

Dans ces conditions, **nos organisations syndicales ont décidé de refuser de siéger au CDEN du 3 octobre et demandent à être reçues par le DASEN et le préfet vendredi 3 octobre à 16h30** sur la base de leurs revendications communes :

- Le retrait de l'ensemble du projet de budget d'austérité de 44 milliards.
- L'annulation des 167 fermetures de classes prévues dans le département à la rentrée 2025 et des fermetures de rentrée supplémentaires et l'ouverture de toutes les classes et postes demandés par les écoles.
- Les moyens de l'éducation prioritaire à toutes les écoles dites « orphelines » et aux établissements qui les revendiquent, le dédoublement ou l'allègement des effectifs de toutes les GS en Éducation Prioritaire.
- Le réemploi des 500 collègues contractuel.les du second degré non renouvelé·e·s et des contractuel.les du premier degré dont la fin de contrat est contestable.
- Le recrutement en masse d'enseignant·e·s afin de pourvoir à l'ensemble des besoins pour pourvoir tous les postes, faire face aux résultats catastrophiques des concours de recrutement d'enseignant·e·s dans l'académie de Créteil et pourvoir tous les remplacements dès le 1er jour d'absence.
- Le respect des missions des brigades REP+ et Formation continue, pour le droit à la formation continue, contre la désorganisation de leur gestion et de leurs services depuis la rentrée. Refus de la fusion de fait des brigades de remplacement.
- Le recrutement d'AED à hauteur des besoins et d'AESH pour que toutes les notifications d'accompagnement prononcées par la MDPH 94 soient respectées ainsi que la création d'un statut de fonctionnaire d'Etat catégorie B pour ces personnels.
- La création massive de postes d'enseignant·e·s spécialisé·e·s et départs en formation pour les RASED à hauteur des besoins partout, ULIS, UE, IME... de psychologues scolaires, d'infirmier·e·s, de médecins, d'assistantes sociales.
- Le respect des orientations dans les dispositifs ULIS (TSA, TFC, ...), UEEA, UEMA et l'augmentation du nombre de personnels titulaires à hauteur des besoins notifiés par la CDAPH.
- Le versement de l'ISS de direction à toutes les directions d'écoles
- L'abrogation de la réforme des retraites et le maintien d'un système de protection sociale par répartition et du Code des pensions civiles et militaires.
- La fin de l'austérité et un budget à la hauteur des besoins de nos services publics.